

AWID: L'AWID participe depuis un certain temps aux activités de l'agenda de l'efficacité de l'aide. Pouvez-vous nous en dire un peu plus?

CECILIA ALEMANY: Nous participons, avec plusieurs autres groupes de femmes, au processus d'efficacité de l'aide menée dans le cadre de l'organisation pour la coopération et de développement économiques (OCDE) dans le but d'influencer les pratiques et les politiques des bailleurs de fonds et de plaider en faveur des droits humains, des droits des femmes et de l'égalité de genre dans le processus d'efficacité de l'aide. L'AWID est coprésidente du Groupe de coordination pour une meilleure aide (Better Aid Coordination Group (BACG)), formé d'organisations de la société civile qui se sont réunies en janvier 2007 pour tenter d'influencer la mise en oeuvre de la Déclaration de Paris et le processus d'Accra. Le BACG correspond à l'ancien Comité directeur international (CDI). En 2007 – 2008, nous avons tenu des dialogues informels avec le Groupe de travail* sur l'efficacité de l'aide. AWID, WIDE, FEMNET et NETRIGHT ainsi que d'autres groupes représentant la société civile au sein du BACG ont également participé à ces dialogues sur le chemin d'Accra.

Sous la houlette du Canada, certains pays donateurs, soucieux de la participation de la société civile, ont mis sur pied un Groupe consultatif auxquels certains membres du BACG ont été invités. Des groupes de femmes y ont été invités un an plus tard à l'issue de la consultation de femmes sur l'efficacité de l'aide organisée à Ottawa par l'AWID et WIDE (avec le soutien de l'UNIFEM, Action Aid et CIDA-Canada). Notre engagement vis-à-vis de l'agenda de l'efficacité de l'aide a eu deux points de départ. Tout d'abord, le groupe consultatif où nous avons soutenu que la société civile devait nécessairement faire partie du processus de l'efficacité de l'aide et ensuite, les dialogues informels tenus par le BACG avec le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide. Nous avons exprimé clairement nos préoccupations quant à la Déclaration de Paris et nous avons formulé plusieurs propositions visant à la prise en compte des points de vue de la société civile lors du forum de haut niveau tenu à Accra l'année dernière. En d'autres termes, nous nous sommes engagés à la fois sur le fond et sur le processus de l'agenda de l'efficacité de l'aide. Nous avons remis en question les rapports de force et les impositions de politique et réclamé une appropriation plus démocratique du processus de l'aide, par exemple à travers la participation des organisations de la société civile, et en particulier des groupes de femmes, à l'élaboration des politiques des pays en développement. Nous avons critiqué la façon dont les bailleurs de fonds utilisent l'aide à la coopération à d'autres fins, comme par exemple pour garantir leurs intérêts commerciaux et sécuritaires. Nous avons également réclamé une plus grande prévisibilité de l'aide au-delà des engagements annuels des bailleurs de fonds. Nous avons condamné les nouvelles modalités de l'aide qui réduisent la marge de manœuvre des pays en termes de prise de décision. Ces nouvelles modalités étaient censées favoriser l'appropriation des politiques mais, dans les faits, elles ont réduit les marges de manœuvre des pays dans l'élaboration de leurs propres politiques économique et de développement.

Nous désapprouvons également le rôle de la Banque mondiale dans le processus de l'efficacité de l'aide. De manière générale, la Banque mondiale a utilisé la Déclaration de Paris et l'agenda de l'efficacité de l'aide pour imposer sa vision du fonctionnement des politiques économiques et de développement. Les indicateurs mentionnés dans la Déclaration de Paris sont basés sur les concepts de la Banque mondiale, lesquels ne reflètent pas le degré de développement de façon adéquate. Nous avons aussi souligné le caractère insensible de la Déclaration de Paris et de l'agenda de l'efficacité de l'aide en général aux questions d'égalité de genre.

AWID: Quel a été l'impact de l'engagement des organisations de femmes?

CA: L'impact relatif de notre engagement à Accra est le résultat de la mobilisation collective de plusieurs groupes de femmes qui se sont unies pour faire voir l'impact actuel et potentiel de l'efficacité de l'aide sur les vies des femmes. En fait, nous travaillons dans un contexte plus large de société civile, et non pas seulement dans le contexte de l'égalité de genre et des droits des femmes. Nous avons établi une collaboration avec d'autres groupes de la société civile, tels que les syndicats (par exemple, la CSI (Confédération syndicale internationale)) et plusieurs ONG liées au développement, et chaque groupe a incorporé les revendications des autres dans la plate-forme commune actuelle appelée BACG. Tout au long de ce processus, nous n'avons cessé de mettre l'accent sur l'égalité de genre, la pérennité de l'environnement, les droits humains et le travail décent. En effet ces questions ne doivent pas être considérées comme des thèmes « transversaux » mais bien comme des objectifs centraux du développement. C'est pourquoi la Déclaration de Paris ne doit pas en elle-même constituer la norme. Les éléments de référence sont les normes et les engagements concertés à l'échelle internationale et aucun cadre conceptuel de l'OCDE en matière d'aide ne peut y porter atteinte. Au début, la plupart de nos idées ont rencontré une certaine résistance mais à la fin, la mobilisation de la société civile à Accra a été un facteur important pour progresser dans des domaines tels que la participation, la responsabilité, la transparence, la reconnaissance de la société civile et les acteurs du développement.

AWID: Ce genre de processus exige beaucoup d'énergie et un degré élevé d'engagement. Vous avez signalé un jour qu'il faut parfois travailler dur toute l'année pour faire inclure une seule phrase dans les documents d'orientation à l'échelle internationale. Comment l'engagement vis-à-vis de l'agenda de l'efficacité de l'aide s'est-il déroulé? La rédaction voulue a-t-elle finalement été retenue dans le document final d'Accra?

CA: En fait, nous avons réussi à faire accepter quatre phrases dans le document final. On peut

donc dire que, mesuré de cette façon, nos efforts ont porté leurs fruits. Il est indiqué, au paragraphe 3 du Programme d'action d'Accra, que la réduction de la pauvreté et les droits humains doivent être au centre des politiques de développement et que l'égalité homme-femme, le respect des droits de l'homme et la viabilité environnementale sont des facteurs qui conditionnent l'obtention d'effets durables. Il est ensuite signalé que « Les pays en développement et les donateurs veilleront à ce que leurs politiques et programmes de développement respectifs soient conçus et mis en œuvre selon des modalités concordant avec les engagements pris par eux au niveau international concernant l'égalité homme-femme, les droits de l'homme, les handicapés et la viabilité écologique. » Et plus loin « Au niveau des pays, les donateurs et les pays en développement se concerteront et se mettront d'accord sur une série d'objectifs réalistes dans le domaine de la construction de la paix et du renforcement de l'État permettant de s'attaquer aux causes profondes des conflits et de la fragilité des États et d'assurer la protection et la participation des femmes. »

Nous nous sommes également efforcées d'influencer les débats qui ont eu lieu durant les différentes réunions du processus de la Déclaration de Paris pour éviter que l'agenda en cours d'élaboration à l'OCDE ne réponde exclusivement aux intérêts des donateurs. Notre souhait était que les politiques soient mises en place dans le cadre du système des Nations Unies et non pas de l'OCDE. Il fallait toutefois rester mobilisé autour des deux processus pour garantir que les groupes de la société civile, en particulier les organisations des droits des femmes, puissent avoir accès à la formation, se mobiliser, et influencer l'agenda de l'aide et ses pratiques.

AWID: Quelle est la situation actuelle ?

CA: Deux grands éléments sont à prendre en compte. En premier lieu, les résultats positifs de la réunion d'Accra et le fait que le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide ait reconnu qu'il avait été trop peu inclusif. Certains pays en développement comme l'Inde et d'autres pays moins avancés, la plupart africains, participent désormais au processus et la société civile y a deux sièges. En deuxième lieu, certains donateurs et pays en développement ont mis au point des plans d'action et le Groupe de travail a défini une nouvelle structure pour mettre en œuvre la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra à l'horizon 2010, ainsi que pour préparer le troisième forum de haut niveau à Séoul en octobre 2011. En raison de changements dans la composition du Groupe de travail, les deux coprésidents du BACG représentent actuellement la plate-forme au sein du Groupe de travail. Depuis octobre 2008, les deux vice-présidents sont Antonio Tujan de Reality of Aid, et Cecilia Alemany de l'AWID.

Certains défis subsistent. Nous sommes membres du Groupe de travail et du Comité exécutif du Groupe de travail qui suit de près l'évolution de l'agenda de l'efficacité de l'aide. La difficulté est donc de faire partie ou du moins d'avoir l'air de faire partie de l'ordre établi. Toute

organisation de la société civile siégeant au sein d'une instance politique officielle créée pour la société civile ne représente pas nécessairement toute la société civile mais il est possible de garantir que cette participation serve à communiquer les différentes positions des organisations de la société civile. Pour cela, il est indispensable d'établir des mécanismes clairs de communication et de responsabilité au sein du BACG, ainsi qu'avec d'autres groupes de la société civile.

Lorsque nous siégeons à l'OCDE, nous nous ne remettons pas seulement en question les politiques de cet organisme mais aussi l'instance en elle-même. Nous restons convaincues que l'espace légitime pour la coopération au développement et pour apporter des réponses à la crise actuelle est et doit rester l'Organisation des Nations Unies. Le Groupe de travail des femmes sur le financement du développement (WWG)** dont nous faisons partie prépare avec beaucoup d'enthousiasme la prochaine Conférence des Nations Unies sur la crise financière mondiale qui aura lieu à la fin du mois de juin. Cette conférence aura un impact sur le processus de l'efficacité de l'aide dont devra tenir compte l'OCDE mais, une fois encore, l'instance privilégiée doit être les Nations Unies. Notre stratégie est de garantir notre rôle de véhicule de communication et de facilitation pour partager l'information et ouvrir de nouveaux espaces aux groupes de la société civile. Par ailleurs, nous ne devons pas nous méprendre. C'est d'un nouveau système international dont nous avons besoin et la crise financière actuelle exige une réforme du système international de développement. S'il faut construire une nouvelle instance qui s'occupe des problèmes économiques et du développement dans la même ligne que le Conseil de sécurité des Nations Unies, celle-ci doit être créée précisément dans le cadre des Nations Unies.

AWID: Pensez-vous que la crise actuelle viendra étayer l'argument selon lequel les Nations Unies constituent l'instance privilégiée pour analyser et réformer le système économique international?

CA: Personne ne conteste la nécessité de cette réforme mais comment la mener à bien ? Pour le G20, la réponse à cette transformation passe par la reconstitution des ressources du FMI. Pour les groupes de la société civile, elle passe par une réforme de la structure du processus de décision au sein du FMI. Pour le Groupe de travail des femmes, la réforme doit encore être plus profonde.

Une reconstitution des ressources du FMI serait une simple mascarade. Si la communauté

internationale décide de renforcer les organisations responsables de la crise, certains groupes d'intérêts vont en profiter pour renforcer le FMI. Nous pourrions nous retrouver avec une nouvelle donne dans laquelle les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) pourraient s'intégrer aux structures actuelles. Ce qui ne veut pas dire que d'autres pays en développement auront plus d'espace en matière de politique.

D'autre part, il est évident que le système actuel tire à sa fin et certains acteurs sont convaincus qu'il est urgent de transformer les structures de pouvoir à l'échelon international. Ce type de scénario impliquerait une réforme du système international, y compris des institutions de Bretton-Woods. La crise actuelle est probablement aussi grave que la Grande dépression et que celle de l'après-guerre. Les dirigeants mondiaux vont donc devoir se convaincre de la nécessité d'une transformation profonde du système et trouver des voies institutionnelles qui permettent enfin de tenir compte des revendications historiques des pays en développement. Ceci représente tout un défi et nous ne sommes pas assez ingénues pour affirmer que la crise va nécessairement conduire à ce type de transformation.

AWID: Quels seraient les motivations des pays les plus puissants pour évoluer vers le deuxième scénario ?

CA: Cette évolution est improbable sur le plan individuel mais elle peut apparaître comme une stratégie de survie en tant que force collective. Il y a quelques années seulement, il était inimaginable de penser que l'hégémonie des États-Unis allait s'achever. Or la situation actuelle nous démontre que cela est bel et bien le cas. Les pays du G8 sont ceux qui ont les dettes publiques les plus élevées et la Chine possède deux fois leurs réserves conjuguées. Il est évident que l'ancien modèle unipolaire a fait long feu. Du point de vue du Sud, nous avons toujours critiqué ce modèle hégémonique. L'économie des États-Unis chancelle et aujourd'hui l'Europe, qui en était le contrepoids, est absorbée par ses propres problèmes face à l'impact de la crise. Le pouvoir est en train de changer de mains.

Le premier modèle est envisageable mais ne sera pas soutenable. Nous devons forcément nous attaquer aux inégalités et aux autres injustices. Tôt ou tard, les États devront adopter le deuxième modèle, plus progressiste, certains par conviction, d'autres par pragmatisme.

L'AWID collabore actuellement avec d'autres groupes de femmes et de la société civile pour cerner l'impact de la crise sur les femmes dans les différentes régions du monde. Nous nous mobilisons, avec les groupes de la société civile mais aussi les responsables de la formulation

de politiques, pour aborder sérieusement à la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la crise économique et financière et son impact sur le développement qui se tiendra du 24 au 26 juin 2009. Nous considérons l'Organisation des Nations Unies comme la cheville ouvrière de toute action entreprise pour affronter et résoudre la crise. Toutes ces actions sont menées dans le cadre du Groupe de travail des femmes (WWG). En ce qui concerne le processus de l'efficacité de l'aide, le nouveau cadre doit être, à notre avis, l'efficacité du développement. Nous devons savoir comment la crise va affecter le développement et l'efficacité de l'aide ainsi que la coopération aux fins de développement, et quels seront les impacts de cette évolution sur le respect des droits humains, des droits des femmes et de l'égalité de genre.

AWID: Que va-t-il se passer maintenant ?

CA: Nous voulons nous assurer que les plans des bailleurs de fonds issus de la réunion d'Accra tiennent pleinement compte, comme objectifs du développement, du respect des droits humains, de l'égalité de genre, de la durabilité de l'environnement et du travail décent. Nous voulons suivre de près la mise en œuvre du programme d'action d'Accra et la phase finale de la Déclaration de Paris de façon à garantir qu'ils soient réellement cohérents avec les objectifs et les engagements concertés à l'échelle internationale en matière de développement. Par ailleurs, à l'échelon des Nations Unies, nous allons participer, par l'intermédiaire du Groupe de travail des femmes, aux « 10 jours d'action » organisé par plusieurs groupes de la société civile du 16 au 26 juin 2009 sur le thème de la conférence de haut niveau à New York.

AWID: Comment allez-vous procéder ?

CA: À l'OCDE, le Groupe de travail est organisé en cellules qu'il conviendra de superviser afin de garantir que les groupes locaux et les plates-formes à l'échelle nationale appliquent effectivement ces agendas. Nous facilitons et communiquons l'information relative aux activités du Groupe de travail et, en général, sur le processus d'efficacité de l'aide. Gendernet, qui est le réseau OCDE CAD pour les questions de genre, a mis au point des orientations du CAD sur l'égalité de genre. Ces orientations sont des principes directeurs proposés aux bailleurs de fonds sur la façon de mettre en œuvre l'aide de façon efficace conformément au programme d'action d'Accra et à d'autres engagements internationaux tels que le programme d'action de Beijing. Un autre volet de notre travail consiste à vérifier que les bailleurs de fonds mettent effectivement en œuvre ces orientations, leur façon de procéder et quel en est l'impact sur le développement.

* Le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide a été créé en 2003 : il s'agit d'un partenariat international entre responsables de politique et praticiens de l'aide de pays donateurs et en développement qui siège au sein du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Celui-ci est la principale instance de l'OCDE au sein de laquelle les responsables de politique et les praticiens de l'aide abordent les questions relatives à l'efficacité de l'aide. Son objectif est de contribuer au développement des économies non membres de l'OCDE en faisant de l'aide un outil plus efficace pour favoriser la réduction de la pauvreté et le développement durable.

** Le Groupe de travail des femmes sur le financement du développement est composé de: AWID, DAWN, FEMNET, FTF/GCAP, GPF, IGTN, ITUC, NETRIGHT, WEDO, WIDE, avec la coordination de DAWN.